

ARCHIVES

1 juillet 2020

# Le virus de l'austérité

| Arthur BORRIELLO

**Crise des *subprimes* en 2008, crise sanitaire majeure en 2020 : ces deux épisodes ne sont pas étrangers l'un à l'autre. Ils procèdent d'une même histoire longue, celle de l'austérité néolibérale, et présentent de nombreuses ressemblances quant à leur déroulement et quant au discours du pouvoir à leur propos. Et surtout, ils nous laissent entrevoir le scénario d'un avenir bien sombre sur lequel il faudra agir.**

Les générations présentes pourront se targuer d'avoir traversé, dans un intervalle très court, deux crises majeures. En 2008 éclatait aux États-Unis la crise des *subprimes*, qui allait, en l'espace de quelques mois, se transformer en la récession la plus profonde que le monde ait connu depuis la Grande Dépression – et qui restera dans les mémoires comme la première grande crise globale de l'ère néolibérale. Une décennie plus tard, à la fin de l'année 2019, démarrait la pandémie du covid-19, qui allait devenir la plus grande crise sanitaire que le monde ait connu depuis la grippe espagnole, au sortir de la guerre 1914-18. Outre leur succession rapide, ces événements frappent également par leur ampleur et par leur caractère relativement inédit pour lesdites générations. Mais ni la coïncidence temporelle, ni la magnitude du choc, ni la stupeur générée, n'épuisent les rapports qui les unissent. L'apparente contingence de leur surgissement rapproché masque en

réalité une unité plus profonde. Apparus sur la même toile de fond, celle d'un néolibéralisme exacerbé mais fragilisé, ils sont unis par un fil peu visible mais bien présent : l'austérité.

Que peut-il bien y avoir de commun entre des politiques de réduction de la dépense publique dans l'enceinte d'une zone monétaire sous-optimale – la zone euro – et la gestion d'une pandémie planétaire causée par un virus encore mal connu ? Pourquoi faudrait-il mettre ces phénomènes en relation, que peuvent-ils nous apprendre l'un de l'autre ? La réponse à ces questions tient, *a minima*, en trois points. Le premier est que la gestion de la crise sanitaire *n'aurait pas été la même* sans les mesures d'austérité qui, peu de temps auparavant, avaient dépecé les services publics. Le deuxième est que les discours portés par les acteurs publics pour justifier les politiques d'austérité, et ceux consacrés à la justification des mesures de confinement, présentent *un air de famille* qui en dit long sur le rapport de nos sociétés aux crises. Le troisième est que, derrière les plans d'investissement et les aides financières accordées par les pouvoirs publics, les déclarations de ces derniers laissent déjà poindre la silhouette de l'austérité future. Analyser ce rapport entre l'austérité et le virus n'est pas une démarche intellectuelle creuse, repliée sur elle-même : l'étude de cette relation trouble nous permet de mieux comprendre la nature du néolibéralisme, son état actuel, ainsi que les conditions de son dépassement possible.

## Généalogie d'une détresse sanitaire

En Europe, entre 2010 et 2014, les mesures d'austérité budgétaire décidées par les gouvernements sous la pression des institutions européennes ont été absolument draconiennes. Principalement conduites dans les pays irrespectueusement dits « périphériques » – l'Italie, la Grèce, le Portugal, l'Espagne et l'Irlande – elles n'ont pas non plus épargné les citoyens belges et français. Ces mesures ont visé tour à tour les statuts de la fonction publique (réduction des budgets publics, gel des salaires ou de l'embauche des fonctionnaires, privatisation totale ou partielle de certains services publics), la fiscalité (hausse d'impôts directs ou indirects, mesures de lutte contre la fraude fiscale)

et la sécurité sociale (gel ou réforme des retraites, révision des allocations de chômage, etc.). En parallèle, des mesures visant à « relancer la croissance » servaient de caution : les décideurs assuraient qu'ils n'étaient pas obnubilés par la compression des coûts de fonctionnement de l'État, mais qu'ils veillaient également à jeter les bases d'une reprise de l'activité économique réelle.

Ces mesures de croissance, pour autant, n'impliquaient aucune générosité supplémentaire de la part de l'État ou du patronat : regroupées sous le terme générique de « réformes structurelles », elles procédaient toujours par stimulation de l'offre, en compressant les salaires, en facilitant l'embauche et le licenciement, en flexibilisant les contrats de travail, bref, en réduisant les « charges ». En d'autres termes, bien loin d'instaurer un nouveau contrat social, elles confirmaient et approfondissaient le référentiel politico-idéologique qui avait conduit le monde à cette crise : elles entérinaient la solution néolibérale aux problèmes générés par le néolibéralisme.

La poursuite de la logique néolibérale – dont l'austérité a incarné la quintessence – a bien sûr eu des effets extrêmement concrets, tangibles, et délétères sur les conditions de travail et de vie des citoyens européens. Parmi ceux-ci, les dégâts causés à la santé des personnes ne sont pas des moindres. Directement ou indirectement, l'austérité a considérablement touché les systèmes de santé européens et créé les conditions de la gestion calamiteuse de la crise sanitaire, au moins à travers quatre canaux.

En premier lieu, comme c'est désormais bien établi, l'austérité a directement détérioré la santé des citoyens européens. L'austérité tue<sup>1</sup> : même sans prendre en compte les coupes réalisées dans le domaine de la santé, les effets de la précarisation font exploser la consommation d'alcool et de drogue, les maladies et le taux de suicide, avec parfois une chute vertigineuse et extrêmement rapide de l'espérance de vie. Il a été démontré que ces effets ne sont pas dus qu'à la crise économique en tant que telle, mais que les choix budgétaires ont une incidence considérable en la matière : en Europe, les pays soumis à l'austérité la plus stricte sont ceux qui ont payé le plus lourd tribut.

Ensuite, c'est une évidence de le dire, l'austérité a également détérioré les capacités des systèmes de santé eux-mêmes. Parmi les 301 recommandations spécifiques adressées aux gouvernements nationaux par la Commission européenne entre 2011 et 2018 pour rentrer dans les clous du Pacte de stabilité et de croissance, 63 concernaient le domaine de la santé (recommandations de coupes budgétaires ou de privatisations), ce qui en fait le deuxième secteur le plus touché, après les pensions<sup>2</sup>. En Grèce, les mesures pour répondre à ces « recommandations » ont été tristement spectaculaires : le budget de la santé y a été réduit de 40 % entre 2008 et 2013 et 35 000 travailleurs de la santé y ont perdu leur emploi, avec des effets prévisibles sur la qualité du service<sup>3</sup>. La Lombardie, d'où nous sont parvenues les images terribles d'hôpitaux surchargés au cours de ces derniers mois, était d'ailleurs précisément considérée jusque-là comme un élève modèle pour sa transformation mercantile du secteur des soins de santé, sur fond de corruption<sup>4</sup>.

À ces deux liens extrêmement directs s'ajoutent deux autres dimensions clés. D'une part, la logique de construction de chaînes de valeur extrêmement étirées, au cœur de la mondialisation néolibérale, rend les entreprises et l'État particulièrement vulnérables à des chocs soudains comme l'épidémie de covid-19. Les autorités elles-mêmes se trouvent alors prises au piège de la délocalisation, comme l'a montré la forte dépendance des pays européens à l'importation de masques. Dans les cas de la Belgique et de la France, cette situation s'est combinée de façon particulièrement malheureuse avec l'incurie des autorités qui, par souci d'économie, ont délibérément choisi de ne pas renouveler leur stock de masques ou de déléguer cette mission aux employeurs publics et privés. D'autre part, la marchandisation croissante des soins de santé s'est accompagnée d'une transformation de la philosophie générale qui sous-tend ces services en introduisant la logique de la rentabilité. Le discours présentant le personnel des hôpitaux comme des héros, lorsqu'il est porté par les autorités publiques, doit pour cette raison être combattu sans relâche. Il ne s'agit pas de récompenser des salariés avec une « prime » pour avoir

effectué des heures supplémentaires en période exceptionnelle – comme s'il s'agissait d'une adaptation temporaire d'une entreprise à une « demande » particulièrement élevée – mais bien d'accorder les moyens suffisants à ce secteur pour que l'accès à la santé *reste un droit universel, quelles que soient les circonstances*.

Sur le plan matériel comme sur le plan idéologique et symbolique, l'austérité a donc largement participé à transformer les systèmes de soin de santé et est, à bien des égards, l'une des responsables principales du degré d'impréparation des sociétés européennes face à l'arrivée du virus. Mais les liens entre ces événements ne s'arrêtent pas là : à écouter attentivement les discours des autorités pour justifier les mesures exceptionnelles adoptées dans ces deux circonstances, apparaissent également de curieuses similitudes sémantiques.

## Des discours en miroir

Le 17 novembre 2011, Mario Monti, récemment nommé à la tête d'un gouvernement « technique » par le président de la République italienne, se présentait face au Sénat en ces termes : « *Le gouvernement reconnaît être né pour affronter, dans un esprit constructif et unitaire, une urgence sérieuse* ». Il évoquait aux sénateurs « *la situation la plus difficile que l'Europe ait connue depuis l'après-guerre* » et détaillait les « *mesures nécessaires* » pour « *affronter l'urgence* », mesures qui « *n'admettaient pas d'alternative* ». Deux semaines plus tard, la ministre du Travail et des Politiques sociales de ce même gouvernement, Elsa Fornero, fondait en larmes en conférence de presse en expliquant les « *sacrifices* » que les mesures d'austérité de son gouvernement allaient impliquer pour les citoyens de la botte. À neuf années de distance, en mars 2020, le nouveau chef de l'exécutif italien, Giuseppe Conte, se présente à plusieurs reprises en conférence de presse pour détailler les mesures adoptées par son gouvernement alors que l'Italie est le premier pays européen frappé de plein fouet par l'arrivée du virus. Il parle de l'esprit de sacrifice de ses concitoyens, de l'unité de l'Italie en tant que communauté, de la gravité et de l'urgence de la situation (décrite

encore comme « *la crise la plus difficile vécue par l'Italie depuis la Seconde Guerre mondiale* », et précise « *qu'il n'y a pas d'alternative* » aux sévères mesures de confinement. À neuf années de distance, du décret « *Salva Italia* » (« Sauver l'Italie ») au décret « *Cura Italia* » (« Soigner l'Italie »), les discours frappent par leur correspondance presque parfaite. Il ne s'agit pourtant nullement d'une anomalie transalpine ni d'une pure coïncidence. Ces similitudes nous disent à la fois quelque chose par rapport à la parole politique en général et par rapport aux mécanismes de dépolitisation de décisions majeures.

Premièrement, lorsqu'ils s'expriment en ces termes en période de crise, les dirigeants politiques se conforment aux mythes fondateurs de leur propre rôle, ce que Christian Le Bart a appelé la « *grandeur fonctionnelle* » de l'activité politique<sup>5</sup>. La structure du champ politique est telle qu'elle interdit aux acteurs qui le composent d'avouer l'incompréhension, le mensonge ou l'impuissance. Ceux-ci sont donc continuellement poussés à agir comme si la réalité était transparente, qu'ils analysaient et commentaient les événements en toute sincérité, et étaient parfaitement en mesure d'en infléchir le cours. Ces éléments sont au cœur des discours de ces deux crises : en alternant subtilement la menace (la dramatisation de la situation) et la réassurance (la garantie que les pouvoirs publics ont la situation en main), ils réaffirment leur propre légitimité. À cela s'ajoute la rhétorique de l'unité, par laquelle il nous est assuré que, si l'ensemble des citoyens accomplissent les sacrifices requis par le gouvernement, les difficultés seront surmontées et les sacrifices n'auront pas été vains – il s'agit, en d'autres termes, d'une promesse de *résultat*.

Au-delà des invariants du discours politique en général, ces interventions montrent bien les mécanismes par lesquels des décisions majeures peuvent être présentées comme évidentes, non sujettes à contestation car n'admettant pas d'alternative. Entendons-nous bien : il n'est pas question ici de discuter de l'utilité, de l'efficacité ou de la légitimité des mesures de confinement. Mais le discours impératif qui les justifie, lui, joue précisément sur l'occultation de la possibilité même de cette discussion. Il masque le fait que le confinement est

généralement un choix politique par défaut, faisant suite à l'incapacité des pouvoirs publics – en partie pour les raisons exposées plus haut – de mener des politiques plus actives et plus ciblées. Il évacue toute question relative à la supériorité possible d'autres modèles, place hors discussion les modalités de la gestion du confinement (quelles activités continuent, pourquoi, etc.) et exorcise évidemment la question philosophique plus fondamentale du rapport de déni vis-à-vis de la mort qui caractérise nos sociétés occidentales<sup>6</sup>. Beaucoup de choses ont, enfin, été très justement dites sur le recours à la métaphore guerrière – comme mobilisation d'un pathos spécifique, réaffirmation du rôle du chef, exhortation à la mobilisation et à l'unité – dans le discours sur le coronavirus<sup>7</sup>. Il faut bien comprendre également que le corollaire de la construction de l'unité contre un ennemi commun – le « virus », le « chômage » ou la « crise » elle-même – est précisément d'empêcher que se crée une césure trop profonde à l'intérieur du corps social. La rhétorique guerrière, en d'autres termes, vise à exorciser le spectre de la polarisation, en dirigeant l'antagonisme vers des cibles abstraites et extérieures<sup>8</sup>.

Enfin, si se replonger dans le discours d'austérité permet d'éclairer certaines dimensions du discours de confinement, l'inverse est également vrai. L'omniprésence du registre lexical épidémiologique dans l'actualité permet de jeter une lumière nouvelle, rétrospectivement, sur le discours qui avait prévalu en plein crash financier. Le discours relatif aux crises financières est en effet parsemé de références à ce registre : on parle du risque de « *contagion* » financière dû à la présence d'actifs « *toxiques* » dans le système bancaire, de la nécessité « *d'assainir* » les finances publiques et de les soumettre à une « *cure* » d'austérité. Depuis que l'épidémie est un phénomène palpable, tangible, les connotations que la métaphore épidémiologique charriait lorsqu'elle était appliquée au domaine financier prennent tout leur sens. On voit bien comment ce chassé-croisé métaphorique exonère les classes dirigeantes de leur responsabilité dans l'éclatement et la gestion du problème. Une telle métaphore, appliquée au domaine économique, évacue complètement

tout questionnement quant à la viabilité du système de production et d'échange et à la possibilité de le remplacer : il présente la société comme un organisme et réduit la fonction de l'activité politique à celle d'un thérapeute ayant pour rôle d'en restaurer l'état de santé normal.

## L'austérité qui vient... si on ne l'arrête pas

Quelles sont, à partir de là, les perspectives pour le « monde d'après » ? Certains commentateurs ont très justement tempéré récemment le point de vue enthousiaste selon lequel la crise pandémique allait provoquer une « *prise de conscience* » collective et une remise en cause du modèle néolibéral<sup>9</sup>. Il faut dire que le camp progressiste a la fâcheuse tendance de prendre ses désirs – l'avènement d'un monde plus juste, écologique et solidaire – pour des réalités, et oublie souvent qu'en politique, il ne suffit pas d'avoir raison : il faut être en mesure d'en convaincre une majorité puissante et agissante. Les crises ne conduisent pas automatiquement, par une sorte de vertu spontanée, à révéler au monde les incohérences d'un modèle et à provoquer son renversement. C'est qu'une idéologie économique n'est pas un paradigme scientifique – il ne suffit pas de l'invalider « empiriquement » pour la transformer – mais bien la cristallisation d'un rapport de forces. À ce titre, et bien que toute crise constitue effectivement un moment d'*incertitude* et donc *une fenêtre d'opportunité* pour renverser l'ordre dominant, plusieurs raisons invitent pour le moment à privilégier un prudent pessimisme de l'intelligence.

En premier lieu, l'espace public fait une part encore beaucoup trop marginale aux récits imputant directement à la logique néolibérale la gestion calamiteuse de la crise sanitaire que nous avons vécue. D'autres récits au potentiel subversif bien moindre ont généralement prévalu : un récit patriotique (comparaison des « *modèles nationaux* », accusation de « *l'autre* », etc.), un récit petit-bourgeois axé sur les responsabilités individuelles (avec son lot de dérives délatrices) ou encore un récit axé sur l'incompétence des élites dirigeantes (sans point de vue systémique). Ensuite, l'état actuel des rapports de forces

reste extrêmement peu encourageant, tant les relais institutionnels et partisans d'un anti-néolibéralisme restent faibles. Dans la quasi-totalité des systèmes partisans européens, les partis du centre néolibéral et de la droite réactionnaire se taillent la part du lion, laissant les miettes à une gauche au mieux fragmentée, au pire, inexistante, que la vague populiste (Podemos, France insoumise, Syriza) n'a que partiellement sortie de l'ornière. Enfin, la troisième condition décisive pour construire une contre-hégémonie semble encore largement absente : la possibilité de coopter une partie du bloc dominant actuel<sup>10</sup>. Les discours qui émaillent l'actualité dessinent déjà les traits grimaçants de l'austérité à venir. L'Allemagne et les autres pays créditeurs refusent toujours la mise en place d'instruments de solidarité financière européens qui ne soient pas assortis de strictes mesures de conditionnalité (c'est-à-dire d'une garantie que seront, en échange, menées des politiques d'austérité jugées satisfaisantes). En Belgique, en France et en Italie, les représentants du patronat et les ministres de l'Économie et du Budget avertissent déjà que le soutien extraordinaire octroyé par l'État en cette période de crise devra être compensé par des mesures de rééquilibrage des finances publiques par la suite<sup>11</sup>.

Rien ne semble pour l'instant indiquer qu'une coalition alternative puisse voir le jour et être suffisamment puissante pour parvenir à renverser le logiciel dominant. Le scénario le plus probable, à moyen terme, semble être celui d'une poursuite du projet néolibéral et l'application de ses préceptes en matière fiscale et sociale ; sans un retournement de situation spectaculaire, l'austérité a encore de beaux jours devant elle. La partie n'est pas pour autant perdue d'avance, mais il faudra la jouer, et ne pas s'en tenir aux vœux pieux d'un progressisme béatement enthousiaste. Ce n'est qu'au prix d'une analyse lucide des forces en présence et d'une déconstruction implacable du logiciel dominant que nous pourrons, peut-être, nous permettre le luxe d'un raisonnable optimisme de la volonté.

---

1. D. Stuckler et S. Basu, *Quand l'austérité tue. Épidémies, dépressions, suicides : l'économie inhumaine*, Paris, Autrement, 2014. ↵

2. E. Clancy, "[Austerity kills: Commission demanded cuts to public healthcare spending 63 times from 2011-2018](https://emmaclancy.com/2020/03/21/austerity-kills-commission-demanded-cuts-to-public-healthcare-spending-63-times-from-2011-2018/) (https://emmaclancy.com/2020/03/21/austerity-kills-commission-demanded-cuts-to-public-healthcare-spending-63-times-from-2011-2018/)", 21 mars 2020. ↵
3. D. Stuckler et S. Basu, *op.cit.*, p. 124. ↵
4. R. Saviano, « La faiblesse, c'est de se croire invincible », *Le Monde*, 12 avril 2020 ; H. Le Paige, « [Covid 19 : crimes et profits du patronat italien](https://leblognotesdehugueslepaige.be/covid-19-crimes-et-profits-du-patronat-italien/) (https://leblognotesdehugueslepaige.be/covid-19-crimes-et-profits-du-patronat-italien/) », 21 avril 2020. ↵
5. C. Le Bart, « L'analyse du discours politique : de la théorie des champs à la sociologie de la grandeur », *Mots. Les langages du politique*, 2003, n° 72, p. 100. ↵
6. M. de Hennezel, « L'épidémie de covid-19 porte à son paroxysme le déni de la mort », *Le Monde*, 4 mai 2020. ↵
7. D. Brosteaux et J. Lafosse, « Résister à la rhétorique guerrière au temps du coronavirus », *Le Soir*, 8 avril 2020. ↵
8. A. Borriello, « La vertu du sacrifice collectif. Antagonisme et valeurs morales dans le discours d'austérité en Italie et en Espagne (2010-2013) », *Langage et société*, 2019/1, n° 166, p. 75-96. ↵
9. Cf. N. Sheikh Hassan, dans ce numéro. ↵
10. Voir l'excellent état des lieux proposé par L. Benbara, « [À l'assaut du ciel](https://lvsl.fr/a-lassaut-du-ciel/) (https://lvsl.fr/a-lassaut-du-ciel/) », *Le vent se lève*, 30 avril 2020 ↵
11. R. Godin, « [Le gouvernement comble l'effondrement de l'économie en attendant l'austérité](https://www.mediapart.fr/journal/france/100420/le-gouvernement-comble-l-effondrement-de-l-economie-en-attendant-l-austerite?onglet=full) (https://www.mediapart.fr/journal/france/100420/le-gouvernement-comble-l-effondrement-de-l-economie-en-attendant-l-austerite?onglet=full) », *Mediapart*, 10 avril 2020. ↵

## Arthur BORRIELLO

Docteur en sciences politiques et maître de conférences à l'ULB-Cevipol.

---

## En débattre ?